

Le Soir 5 februari

« Je n'ai pas d'obligation de résultat »

UN ARTICLE DE DAVID COPPI | EDITION DU SAMEDI 5 FÉVRIER 2005

ENTRETIEN Avec son compère du fédéral Johan Vande Lanotte (SP.A), Didier Reynders entame une série de rencontres bilatérales sur BHV. Dont ils devront rendre compte après le congé de Carnaval, en commission de l'Intérieur de la Chambre.

Tout cela se soldera par un accord Nord-Sud ?

Prenez DHL, un dossier qui avait des relents communautaires, qui impliquait tous les gouvernements, et qui avait été pris en charge par deux ministres, Johan Vande Lanotte et Laurette Onkelinx. Un peu le même cas de figure que BHV. Ça n'avait pas réussi. Et alors ? On a continué.

BHV ne vaut pas une crise ?

Je ne vois aucune raison pour les francophones, qui ne sont pas demandeurs, de dire que s'il n'y a pas de solution, cela poserait un problème politique majeur. La question se pose côté flamand.

L'affaire BHV brouille l'action du gouvernement fédéral...

Ce gouvernement « paralysé », comme j'entends parfois, est le même qui se mouille dans les négociations interprofessionnelles, lance des négociations avec le non-marchand, fait en sorte que le budget de l'Etat soit en équilibre pour la cinquième année consécutive, fait fondre la dette...

Il y aura une note commune Vande Lanotte-Reynders ?

Pas forcément. Je sais que beaucoup estiment qu'il serait intéressant que nous fassions une note, mais c'est afin de pouvoir ensuite tirer à vue.

Ah, bon, vous croyez ?...

Je ne suis pas encore très ancien en politique, mais le piège est tellement évident.

Vous pensez au PS ?

Entre autres. Ils n'arrêtent pas de dire : « Mais que M. Reynders prenne donc une initiative ! » Cessons de jouer, n'est-ce pas. Simplement, je vais vérifier s'il y a une volonté réelle des partenaires de trouver une solution.

Cette volonté doit se manifester aussi du côté francophone.

Là, attention ! On semble poser le problème en ces termes : « Qu'est-ce que les francophones peuvent accepter ? » Moi, je dis : « Qu'est-ce que les Flamands sont prêts à venir nous dire qui ne soit pas simplement : on veut la scission, la scission, la scission ! » Dans ce cas, le dialogue est impossible. J'ai entendu Marc Uyttendaele (constitutionnaliste, NDLR) expliquer que tout cela, finalement, pouvait être résolu facilement. Un peu comme on avait fait à Fourons... Ah, oui : l'abandon des droits des Fouronnais, comme des francophones de la périphérie, coupés électoralement de la Communauté française... L'oeuvre d'une majorité socialiste/sociale-chrétienne. Bref. Est-ce important que les francophones puissent continuer à voter pour des candidats francophones, à Bruxelles notamment ? Certains en doutent. Pas moi.

Mais la scission de BHV n'est-elle pas logique techniquement ? C'est la provincialisation des arrondissements électoraux...

Logique ? Provincialisation ? Mais dans l'hypothèse de la scission, il n'y a pas de province à Bruxelles. En fait, la « logique », c'est que, il y a 40 ans, des communes sont tombées d'un côté ou de l'autre de la frontière linguistique pour des raisons politiques, que des gens y habitent, parfois majoritairement des francophones, qu'on leur a donné des droits électoraux, judiciaires, et dans la vie quotidienne, comme le fait de pouvoir s'exprimer dans leur langue, et que, d'étape en étape, ces droits, on les supprime. Et on trouve ça « logique » ? La « logique » de la nation flamande alors. Moi, ces droits électoraux, judiciaires et quotidiens, j'y tiens. J'entends dire : « Puisqu'il y a une demande flamande, les francophones devraient faire un geste... ». Ah bon ? Alors, puisque les Flamands prétendent qu'il y a trop de transferts financiers Nord-Sud en sécurité sociale, on finirait par juger qu'il y a là une « logique » ? J'entends déjà M. Uyttendaele expliquer à la radio que les Flamands n'ont pas tout à fait tort, qu'il faudrait faire un geste. Je l'ai dit, je vois les partenaires. Si l'état d'esprit de toute une Communauté est de dire : « On veut la scission », alors, je ne vois vraiment pas ce que l'on peut faire. Pour répondre à la Cour d'arbitrage, pas besoin de scinder.

Notre Etat fédéral est-il encore vivable ?

Parfois compliqué, mais vivable. Ce qui m'inquiète, c'est l'évolution du CD&V, qui ne veut plus participer à la recherche du consensus démocratique. J'ai connu une situation où la Belgique était tombée plus bas : quand Dehaene avait appris l'évasion de Dutroux... Il y avait eu un vide du pouvoir subitement. Quelle fut notre réaction avec Louis Michel ? Tout de suite, nous avons dit : il faut se mettre autour d'une table. Ce qui donnera la réforme des polices. La famille sociale-chrétienne, elle, tourne le dos au sens des responsabilités.

Sur les chances d'arriver à une entente, vous êtes...

... réaliste ! Je n'ai pas une obligation de résultat dans un dossier comme celui-là.

Certains prétendent que le MR ne peut accepter de compromis avec le FDF dans les flancs...

J'en reste à la motion des quatre présidents. Je ne vois pas en quoi la situation serait plus compliquée pour nous que pour les autres. C'est flatteur de sous-entendre que le MR est plus sensible aux intérêts francophones.

Olivier Maingain n'est pas un problème ?

Non. Un ami.

Jacques Simonet a évoqué récemment la constitution à terme d'un Etat francophone...

Pour l'instant, nous en sommes là : un Etat belge, et une nation flamande qui essaie d'être de plus en plus un Etat. Il faut voir jusqu'où les Flamands veulent aller. Les francophones doivent s'organiser. Je regrette que l'on n'ait pas fait une chose toute simple : composer le gouvernement de la Communauté française des ministres wallons et bruxellois. Ces gouvernements se sont réunis ensemble pour la première fois cette semaine, après six mois ! Evénement médiatique ! Poignée de mains devant les caméras ! Les ministres se sont même offert des cadeaux ! C'est le contraire d'une saine organisation des francophones.